

Une réalisation douteuse: Joschka Fischer, la Feuille de Route, et le retrait de Gaza

25 septembre 2005 - Mathias Küntzel

Joschka Fisher regarde dehors au-dessus du lac. «Dans cette direction, dit-il, non loin d'ici, j'ai inventé la feuille de route. Cela m'est venu en faisant du jogging».

- *Der Spiegel*, 22 août, 2005 [\[1\]](#)

«Le retrait d'Israël de Gaza a le potentiel de créer une nouvelle réalité positive», a déclaré l'ambassadeur d'Israël à Berlin en août 2005, «il peut réduire la tension, créer de nouvelles opportunités économiques et donner un nouvel élan au processus de paix».

Mais le contraire est également possible: c'est-à-dire, l'émergence d'un «Hamastan» que les islamistes peuvent utiliser comme rampe de lancement de manière à faire l'escalade de leur guerre contre Israël. Le scénario qui deviendra réalité dépend de façon décisive de savoir si et comment l'influence de l'islamisme dans le camp palestinien sera combattue. L'Allemagne, en tant que l'un des plus importants soutiens financiers des Palestiniens, jouera un rôle clé dans cette connexion. Une chose est sûre: si l'Allemagne et l'Union européenne continuent d'agir comme elles l'ont fait dans le contexte du plan de paix de la feuille de route, alors les conséquences du retrait de Gaza seront désastreuses.

De façon regrettable, la bataille féroce entre les Européens et les USA qui a donné forme à la progression de la diplomatie de la feuille de route depuis le départ est mal connue du grand public. Il existe même encore moins de prise de conscience du rôle joué dans par l'ex-ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fisher, habituellement considéré comme un défenseur crédible des intérêts d'Israël.

Au centre de ce conflit transatlantique se tenaient, et se tiennent différentes évaluations du terrorisme islamiste. Doit-il être combattu et écrasé ou bien - considéré comme «une résistance à l'occupation» - toléré et récompensé? Ce sont les réponses conflictuelles données à cette question qui ont jusqu'à présent condamné la feuille de route. Aujourd'hui, les USA tentent de courtiser les Européens par des concessions. Mais l'affrontement sur la réponse correcte au terrorisme islamiste demeure aussi tranchant que jamais. Voyons d'un peu plus près comment ce conflit a évolué.

Des débuts allemands dans la diplomatie au Moyen-Orient

Le 30 avril 2003, «le plan de paix de la feuille de route» a été présenté à Ariel Sharon et Mahmoud Abbas, le Premier Ministre palestinien alors nouvellement élu. Le ministre des affaires étrangères allemand, Joschka Fisher, y vit un motif de fierté: «Voyez ce que les Européens ont accompli au Moyen-Orient, exulta-t-il, Le plan de paix du Moyen Orient est une réalisation européenne. Les autres membres du quartette l'ont ensuite adopté, et l'ont développé davantage. Mais essentiellement, c'est le produit des idées européennes» (2). Ces remarques montrent un degré d'autosuffisance allemande et européenne tel qu'il était inconnu jusqu'alors dans le contexte du conflit du Moyen-Orient.

Le catalyseur de la création de la feuille de route a été une attaque suicide du Hamas le 27 mars 2002 qui a tué 29 personnes lors d'une célébration de Pâques dans la ville israélienne de Netanya. Le 4 avril, huit jours après le massacre, le Président Bush fit une déclaration, intervenant pour la première fois avec vigueur dans la politique du Moyen-Orient. Le 9 avril, Joschka Fisher intervint aussi, présentant un article intitulé «Idées pour la paix au Moyen-Orient». Un jour plus tard, le «Quartette pour le Moyen-Orient», constitué par les Etats-Unis, l'Union Européenne, les Nations Unies et la Russie, était créé à Madrid. Les «idées» de Joschka Fisher, cependant, n'avaient pratiquement rien de commun avec la déclaration de George W. Bush.

La déclaration du Président appelait Israël à cesser sa politique d'implantation. Mais l'essentiel de son message était dirigé contre le Hamas: «Il n'y a aucune façon de faire la paix avec ceux dont le seul but est la mort». Le Président Bush reconnaissait le droit d'Israël à se défendre lui-même contre le terrorisme, et il appelait les Palestiniens et les gouvernement arabes à mettre fin aux «activités terroristes» des brigades al Aqsa, de Hezbollah, du jihad islamique et du Hamas, à «faire cesser le financement du terrorisme, à arrêter l'incitation à la violence en glorifiant le terrorisme dans les médias contrôlés par l'Etat», et à cesser de parler de «martyrs». «Ce ne sont pas des martyrs, dit-il, ce sont des assassins». (3)

A l'opposé, le Hamas n'était même pas mentionné dans l'article «d'idées» de Joschka Fisher. Ce n'était en aucune manière par accident: aucun des 56 communiqués de presse sur le Moyen-Orient publiés par le bureau allemand des affaires étrangères entre janvier 2001 et novembre 2003 ne contient une seule référence au Hamas, au jihad islamique ou au Hezbollah. Le message central du soi-disant «plan Fisher» était très différent: «Les parties (Israël et les Palestiniens) sont incapables de résoudre leur conflit sans une aide extérieure. Aussi ce qui nécessaire, c'est une feuille de route avec un agenda présentant la manière de parvenir à une solution à deux états». La proposition Fisher comprenait la proclamation et la reconnaissance immédiates d'un Etat palestinien, tout en spécifiant qu'un arrangement final sur les questions cruciales, telles que le «droit au retour» et des frontières définitives, seraient réalisées dans les deux ans. De plus, la proposition Fisher déclare qu'une «tierce partie» est nécessaire pour «superviser le processus»: ainsi, Fisher introduit dans le jeu la communauté internationale, «conduite par le soi-disant Quartette».

Cela, annonçait le bureau allemand des affaires étrangères, est, avec un peu de chance, la solution au problème: deux états, Israël et la Palestine, «vivant en paix ... côte à côte (4).

S'il en était ainsi, cependant, pourquoi alors, Yasser Arafat a-t-il abandonner la table de négociation à Camp David trois ans auparavant? Pourquoi toutes les propositions pour une solution à deux états datant de 60 ans en arrière ont-elles été torpillées par la direction palestinienne? De plus, la proclamation et la reconnaissance rapides d'un état palestinien ne seraient-elles pas une récompense des meurtres de masse des attentats suicide à la bombe?

Le plan de Fisher était fondé sur une évaluation totalement différente de l'islamisme que celle reflétée dans la déclaration de Bush sur le Moyen-Orient. Etonnamment, le gouvernement allemand a choisi de manière persistante d'ignorer un élément qui est trop familier dans le propre passé de l'Allemagne: à savoir, un antisémitisme fanatique, tel que celui qui est continuellement exprimé par le Hamas. Il est symptomatique, par exemple, que la Charte du Hamas doive encore être traduite en allemand. Publiée en 1988, la Charte du Hamas affirme que les «Juifs étaient derrière la révolution française et derrière la révolution communiste»; qu'ils étaient «derrière la Première Guerre mondiale de façon à balayer le califat islamique ... Et ils étaient aussi derrière ... les deuxième guerre mondiale, où ils ont recueilli d'immenses bénéfices du commerce des matériels de guerre»; et qu'ils «étaient à l'origine de l'établissement des Nations Unies et du Conseil de Sécurité ... de manière à gouverner le monde par leurs intermédiaires». «Il n'y a eu de guerre nulle part, résume la Charte, qui ne porte leurs empreintes [des Juifs] (5)».

Il est tentant de tourner la Charte du Hamas en ridicule comme une folie, exactement comme dans le passé les folles divagations de Hitler étaient tenues pour ridicules. Cependant, c'est précisément une telle diabolisation des Juifs comme source de tout le mal qui transforme le meurtre des civils israéliens en un acte de libération et qui procure les motifs fantasmagoriques de l'ambition du Hamas de détruire Israël. C'est pourquoi un combat sans compromis contre l'antisémitisme en Palestine et dans le monde arabe est une pré-condition clé pour toute paix véritable au Moyen-Orient.

Mais précisément sur ce point, la politique étrangère allemande sous la direction de Joschka Fisher n'a pas simplement refuse de se joindre à la bataille. Elle a délibérément détourné les yeux, procédant comme si la haine des juifs était un paramètre normal dans le monde oriental - comme les narguilles ou les mosquées.

Par conséquent, le gouvernement «rouge - vert» n'a pas traité les militants du Hamas et du jihad

islamique comme des combattants menant la guerre contre Israël. Le terrorisme suicidaire islamiste a au contraire été présenté comme une réaction fautive, bien qu'en dernière analyse compréhensible à la pauvreté et au désespoir. «Ce n'est pas la violence de la seconde intifada qui a provoqué l'échec du processus de paix», a remarqué le député du Parti Vert au parlement Christian Sterzing, dans une discussion de la proposition Fischer, «c'est plutôt l'échec du processus politique qui a provoqué la violence» (6).

Alors que le gouvernement américain posait la destruction de l'infrastructure terroriste comme un préalable à tout accord de paix (et donc à un Etat palestinien), la position allemande était exactement à l'opposé. «Rien d'autre que la perspective d'une solution pacifique permanente n'apportera une trêve durable», affirmait Joschka Fisher dans un entretien en avril 2002 (7). Le même mois, alors que l'intifada était à son sommet, Fisher alla jusqu'à attribuer une signification positive à cette dernière: «la crise du Moyen-Orient forcera soit une solution ou une escalade - c'est l'alternative ... C'est pourquoi je préfère une proclamation rapide d'un Etat [palestinien] (8)».

Quant à la nonchalance manifestée par la politique étrangère allemande envers les attaques suicide à la bombe antijuives, elles répondaient à un soutien énergique à Yasser Arafat. Après que l'arrivée au pouvoir de la coalition SPD / Verts en septembre 1998, l'Allemagne est devenue le plus important contributeur en financement de l'Autorité Palestinienne. En termes 'per capita', aucun autre groupe de population dans le monde ne reçoit une aide allemande plus substantielle. Avec le début de l'intifada al Aqsa en septembre 2000, l'influence de ce soutien financier donné par l'Allemagne a pris une nouvelle signification.

Cependant, quand le chancelier Gerhard Schröder a rendu visite à Yasser Arafat en novembre 2000, il n'a pas exigé de Yasser Arafat son retour à la table de négociation. Au contraire, il donna en effet au chef de l'OLP le feu vert pour l'intifada. A ce moment-là, un membre de la délégation du chancelier remarqua: «Schröder ne veut pas mettre la pression sur Arafat pour retourner à la table de négociation. Il n'est pas sensé d'associer le l'aide au développement futur à la volonté de compromis des Palestiniens» (9).

Ce premier novembre 2000, une évolution fut mise en place. Utilisant le levier de l'aide au développement allemande, on aurait pu forcer Arafat à faire la paix avec Israël, et ainsi améliorer grandement les conditions de vie en particulier des Palestiniens. Mais la tentative ne fut même pas faite. A la place, l'aide au développement allemande serait, en effet dorénavant réalisée pour rester dans les pas des attaques suicides; malgré l'augmentation de ces dernières, l'aide financière de l'Allemagne à Arafat était pareillement augmentée.

De plus, le soutien allemand à Arafat s'est étendu dans l'aire diplomatique également. En février 2002, Arafat était isolé. Israël avait cessé tout contact avec lui. Les USA l'accusaient publiquement d'être la personne la plus responsable de l'escalade de la violence au Moyen-Orient. Arafat était même éconduit par le monde arabe du fait de son récent rapprochement avec l'Iran. Telle était la situation quand Joschka Fisher mit fin à l'isolement d'Arafat. «la triple exclamation d'Arafat lors de la visite du ministre des affaires étrangères allemande - "Merci! Merci! Merci!" - résonne sur les tanks israéliens positionnés devant sa porte», rapportait le quotidien allemande "*Frankfurter Allgemeine Zeitung*"; "Fisher et l'Union Européenne ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour assurer la résurrection d'Arafat ... Tant que les Israéliens sont terrorisés, et tant qu'Arafat apporte une protection passive, si ce n'est active, aux organisateurs du terrorisme, alors il serait difficile de recommander le président palestinien isolé comme partenaire de négociation. Mais c'est justement ce que fit Joschka Fisher» (10).

A partir de vues aussi divergentes sur Arafat et la Hamas, il s'ensuit nécessairement des évaluations différentes de la politique de sécurité d'Israël aussi. Alors que l'administration américaine reconnaissait le droit d'Israël à se défendre lui-même, le gouvernement allemand préférait parler d'une «spirale de violence»; Le gouvernement israélien était placé au même niveau qu'Arafat, avec les deux parties critiquées comme également non fiables et «plus capables de trouver une solution au conflit [par eux-mêmes]». Dans un entretien à la télévision américaine, Joschka Fischer le

formula ainsi: «Il y avait un accord: disons, hello. L'interprétation d'une partie est 'bonne nuit', celle de l'autre partie est 'bonjour', de sorte que cela ne mène nulle part. aussi, il y a un besoin vital de tierce partie pour l'exécution [de la feuille de route]» (11).

Rupture au sujet d'Arafat

Depuis le tout début, la diplomatie de la feuille de route était ainsi caractérisée par des désaccords transatlantiques tranchés. Cependant, confronté à «des exigences de plus en plus marquées des Européens et des pays arabes modérés pour progresser dans la résolution du conflit israélo-palestinien» (selon la formule du '*New York Times*' (12) - dans sa seconde déclaration sur le Moyen-Orient le 24 juin 2002, le Président Bush, comme le site Internet du bureau allemand des affaires étrangères le soulignait, acceptait «des points centraux de l'article conceptuel allemand». Le président américain adoptait l'idée d'une proclamation rapide d'un Etat palestinien provisoire, et annonçait qu'un arrangement final pourrait être atteint dans une période de trois ans. Il faisait cela, cependant, avec la réserve qu'une nouvelle direction palestinienne soit d'abord établie sans Arafat: une direction qui combatte le terrorisme islamiste, et démantèle son infrastructure. Implicitement, il faisait aussi un appel à l'UE: "Chaque nation réellement engagée dans la paix arrêtera le flux d'argent, d'équipement, et de recrutement pour les groupes terroristes cherchant la destruction d'Israël - y compris le Hamas, le jihad islamique, et le Hezbollah» (13).

Mais Bruxelles et Berlin sont restés sourds à l'appel. A la place, la politique étrangère allemande s'est focalisée pour assurer la survie politique d'Arafat. Quelques jours après que Bush ait fait sa déclaration, Joschka Fisher distribuait un second article au Quartette pour le Moyen-Orient. Selon la proposition de Fisher, Arafat ne devrait être contraint à la démission. Plutôt, «pour l'actuelle phase soi-disant urgente, il devrait appeler un gouvernement de transition avec un Premier Ministre» (14). Cette proposition avait peu en commun avec la requête américaine que les Palestiniens "élisent de ... nouveaux dirigeants non compromis dans le terrorisme". Il était improbable qu'un Premier Ministre chasse de sa chaire la personne même à qui il devait son poste.

En conséquence, quand le quartette se réunit en juillet 2002 à New York, les opinions sur la manière de procéder divergeaient. D'un côté, il y avait les USA, appelant les Européens à cesser leur aide financière directe de quelques 10 millions de \$ par mois à l'Autorité Palestinienne d'Arafat, de manière à contraindre ainsi ce dernier à entreprendre une réelle politique de changements. De l'autre côté, les Européens soutenus par l'ONU et la Russie, insistaient pour voir dans Arafat le dirigeant légitime des Palestiniens [15]. Dans le conflit au sujet d'Arafat, c'était en effet l'orientation d'ensemble à l'égard de la crise du Moyen-Orient qui était en jeu: "Pro Arafat" signifiait avoir une évaluation généralement positive de la deuxième intifada, et la vision d'un Etat palestinien qui était en voie d'être réalisée par le moyen du terrorisme islamiste; "Contre Arafat" signifiait lutter pour un nouveau point de départ, et une vision d'un Etat palestinien qui apporterait la clé d'une paix durable en élevant la lutte contre le terrorisme islamiste, et la normalisation des relations palestiniennes avec Israël au statut de principes directeurs.

Au cours de cette réunion d'été à New York, le Quartette aurait dû en fait se briser. Après tout, les panneaux indicateurs sur la feuille de route s'étaient avérés être pointés dans des directions totalement différentes. Pourtant encore, cependant, les Etats Unis cédèrent, acceptant l'idée de Joschka Fisher de faire nommer un nouveau Premier Ministre par Arafat. Etaient-ce les querelles transatlantiques alors menaçantes sur la guerre d'Irak qui inclinèrent les USA au compromis?

En tous les cas, à la fin d'août 2002, les ministres des affaires étrangères de l'Union Européenne approuvèrent la prétendue "feuille de route de l'UE", qui, sur le site Internet du bureau allemand des affaires étrangères, proclamait, "avait pris ses orientations fondamentales à partir du document du gouvernement allemand": "L'UE a adopté le plan en trois étapes couvrant les période 2002 - 2005 et tous les détails essentiels, y compris l'idée de nommer un Premier Ministre". En septembre 2002, la version européenne de la feuille de Route était transformée en 'Feuille de route conjointe du Quartette pour le Moyen-Orient'. En décembre 2002, la formulation finale du plan de paix était adoptée à la réunion du Quartette de Washington.

Quelles étaient alors, les étapes prévues par cette "Feuille de Route" du Quartette?

Phase I ("jusqu'en mai 2003"): l'armée israélienne était supposée se retirer à ses positions du 28 septembre 2000, et Israël devait démanteler toutes les implantations créées après mars 2001. Les Palestiniens devaient centraliser leur appareil sécuritaire, et initier "des opérations effectives destinées à faire face à tous ceux engagés dans le terrorisme, et dans le démantèlement des capacités et des infrastructures terroristes", alors que les Etats arabes devaient "faire cesser les financements publics et privés et toutes les autres formes de soutien aux groupes favorables et engagés dans la violence et le terrorisme".

Phase II ("juin 2003 à décembre 2003"): était supposée prendre place après que les étapes requises de la phase I étaient atteintes. A la fin de cette seconde phase "un Etat palestinien indépendant avec des frontières provisoires et des attributs de souveraineté" devait être fondé et, si possible, reconnu par les Nations Unies.

Phase III : ("2004 - 2005"): C'est seulement à ce point que les négociations sur un arrangement complet et final du conflit israélo-palestinien étaient supposées prendre place [16].

Sabotage à Ramallah

Les désaccords qui marquèrent la naissance de la "Feuille de Route" devinrent d'évidence même ouverts, aussitôt que vint le moment de les mettre en pratique. Arafat humilia son nouveau Premier Ministre, Mahmoud Abbas, l'appelant "un traître". Seulement deux jours après que la "Feuille de Route" ait été livrée aux parties en avril 2003, il défia de façon ostensible ses dispositions en centralisant les deux tiers des forces de sécurité palestiniennes sous son contrôle, et il continua d'apporter un support tactique aux attaques suicides des brigades al Aqsa de son propre mouvement Fatah'. Cependant, malgré les protestations de Washington qui se faisaient de plus en plus entendre, Arafat continuait de bénéficier d'un soutien inconditionnel de l'Allemagne et de l'UE [17].

Le Hamas dénonça le Feuille de Route comme une "conspiration sioniste", et s'engagea dans une nouvelle série d'attaques suicides de façon à saper le processus de paix. Malgré cela, à la réunion du 3 juillet, le conseil des ministres de l'UE refusa de placer le Hamas sur sa "liste noire" des organisations terroristes, ou de geler ses comptes bancaires. Le porte-parole de la commission européenne, Reijo Kemppinen, souligna que les activités de l'aile politique du Hamas sont "légitimes", puisqu'il procure des services sociaux et dirige des centres médicaux. "Vous ne pouvez pas dire que tout le Hamas est une organisation terroriste", dit-il, "et ce n'est certainement pas notre position". [18]

En contradiction ouverte avec les stipulations de la Feuille de Route, Joschka Fisher plaida pour voir le Hamas intégré de façon permanente dans le processus de paix. Lors d'une conférence de presse au Caire en juin 2003, il expliqua que "un accord permanent de cessez-le-feu devrait être obtenu avec le mouvement islamiste Hamas et d'autres groupes". [19] Le jour suivant, le 'New York Times' cita un officiel du gouvernement des USA qui demandait: "Comment un groupe déterminé à effacer Israël de la surface de la terre peut-il devenir un partenaire dans le processus de paix?" La réponse de Fisher est inconnue. [20]

Le 19 août 2003, un démolitionnisme à la bombe du Hamas monta dans un autobus bondé à Jérusalem et tua 23 passagers. Mais même cela ne fut pas suffisant pour justifier une interdiction. Selon un rapport au début septembre dans 'l'UEobserver', la Grande Bretagne, la Hollande et l'Italie sont toutes en faveur de placer sur liste noire le groupe, mais seront confrontées à une rude opposition de la France et de l'Allemagne qui sont enclines à souligner l'importance des projets humanitaires de l'aile politique pour les gens sur place". [21] L'UE modifia sa position seulement après que le plan de paix fut déjà en miettes. Le Hamas fut finalement ajouté sur la "liste noire" le 6 septembre 2003 - le jour même où Mahmoud Abbas démissionna de son poste de Premier Ministre. Alors que la décision de l'UE représente une étape majeure, pour évaluer convenablement sa signification, il faut noter que l'interdiction n'inclut pas les ramifications du Hamas soi-disant engagées dans l'assistance sociale. [22]

Ignorant tous les avertissements et les appels de Washington, l'Allemagne et l'UE sapèrent ainsi le processus de paix et assurèrent l'échec du nouveau Premier Ministre palestinien Mahmoud Abbas. Au premier coup d'oeil, une telle politique paraît aussi efficace que se tirer une balle dans le pied. Les Allemands et les Européens n'avaient-ils pas saboté leur propre approche. Nous reviendrons sur cette question ci-dessous.

Le détournement du plan de Gaza

La démission d'Abbas mit fin à la diplomatie de la Feuille de route. Avec la nomination d'Ahmed Qoreï à la place d'Abbas, Arafat avait alors 100 % des loyalistes à la tête de l'AP. Les Européens reconnurent Qoreï immédiatement et inconditionnellement. Washington cependant, réagit avec réserve à la nomination de l'allié d'Arafat: en effet, avec Qoreï à la barre, aucune mesure sévère contre les terroristes n'était concevable. [23] Les officiels entourant Bush dirent clairement que la Feuille de Route "était moribonde et que, en grande partie, c'étaient les Palestiniens qu'il fallait blâmer", et même le Secrétaire Général de l'ONU Kofi Annan "reconnut que l'approche des USA et de ses partenaires diplomatiques en était arrivée à une sorte d'impasse au Moyen-Orient" [24] Entre septembre 2003 et avril 2004, toutes les réunions du Quartette furent suspendues et le plan de paix de la Feuille de Route était mort effectivement. Précisément parce que le plan de paix était mort cependant, Ariel Sharon modifia la politique israélienne. " Si dans quelques mois, les Palestiniens continuent de négliger leur part dans l'exécution de la Feuille de Route - alors Israël entamera une étape unilatérale de sécurité de désengagement à l'égard Palestiniens", annonça-t-il en décembre 2003 à une conférence de sécurité à Herzlyia: "Le Plan de Désengagement" sera réalisé seulement dans le cas où les Palestiniens continuent de traîner les pieds et de retarder l'exécution de la Feuille de route". [25] Ainsi le retrait n'était pas une partie de la Feuille de Route; c'était une réponse à son échec.

Quand Ariel Sharon présenta le plan de retrait unilatéral à la Maison Blanche en avril 2004, le Président Bush répondit avec un évident enthousiasme et fit même au Premier Ministre deux promesses destinées à renforcer sa position en Israël. Ainsi il déclara que la "ligne verte de 1967" devait être adaptée aux nouvelles réalités et que le droit au retour des réfugiés palestiniens devait être rejeté, pour qu'Israël demeure un Etat juif. [26]

La réaction de l'UE à cette réunion au sommet de Washington fut d'une horreur sans mélange. Jacques Chirac qualifia la position américaine de "dangereuse". Le coordinateur de la politique étrangère de l'UE, Javier Solana, était spécialement indigné quant au rejet américain du droit au retour, alors que Joschka Fisher exigeait que "toute solution se situe dans le cadre de la Feuille de Route". [27]

Désormais cependant, il devenait apparent dans quelle mesure la politique américaine au Moyen-Orient était piégée dans le réseau de la diplomatie du "Quartette". Surpris par la visite de Sharon à la Maison blanche, les européens exigeaient une réunion de haut niveau du Quartette le 4 mai 2004 à New York. En présence d'un Colin Powell morose, une déclaration fut émise, statuant, selon les mots du rapport du '*New York Times*', "équivalait pratiquement à une inversion de la politique instaurée par le Président Bush". Elle stipulait, par exemple, que toute détermination future des frontières d'Israël ou du statut des réfugiés "doit faire l'objet d'un accord mutuel des Israéliens et des Palestiniens". "On est parvenu à cette longue déclaration", poursuivait le communiqué du '*Times*', ... dans ce que les diplomates disaient être un contre-courant de tensions entre l'administration Bush et ses partenaires du Quartette". [28]

En ce printemps 2004, quand Arafat était vivant et alerte et torpillait avec succès chaque mesure destinée à freiner la campagne terroriste, quelque chose d'étrange se produisit dans le plan de retrait de Gaza du gouvernement israélien: la direction palestinienne le détourna et le divertit de son objectif originel. Avec Qoreï, l'Autorité Palestinienne avait ignoré systématiquement les stipulations antiterroristes de la Feuille de Route. dans le même temps, cependant, les dirigeants palestiniens voulaient à tout prix sauver la Feuille de Route pour sa valeur diplomatique. Ils eurent alors l'idée de présenter le retrait de Gaza comme une partie de la Feuille de Route. Ahmed Qoreï fit bon accueil à "une évacuation de la bande de Gaza comme première mesure israélienne dans le

cadre de la Feuille de Route". [29]

Les Européens avalisèrent ce mensonge. Le gouvernement allemand décrivit le plan de retrait de Sharon comme "une étape sur la voie de la réalisation d'une solution à deux Etats envisagée par la Feuille de Route", alors que le porte-parole de l'UE déclarait que "le retrait pourrait s'avérer être une étape significative vers l'exécution de la feuille de Route". Depuis lors, nous avons entendu un chœur encore plus perçant de voix insistant pour dire que le retrait de Gaza doit être maintenant précisément suivi de nouvelles étapes. Il n'est pas étonnant, alors, qu'Ariel Sharon ait ensuite refusé de tenir réunion simplement avec le Quartette, ou que les USA aient commencé à envisager un projet de nouveau Moyen-Orient impliquant Israël et l'Egypte - mais en laissant de côté les Européens! [30]

Mais ensuite, en novembre 2004, Arafat mourut, et alors commença la scène la plus récente dans le drame diplomatique dont le fin est loin d'être en vue. Depuis lors, Washington placerait tous ses espoirs dans le successeur élu d'Arafat, Mahmoud Abbas. La politique américaine a été marquée ensuite par des incohérences frappantes. D'un côté, pendant une visite à la Maison blanche de Mahmoud Abbas en mai 2005, le Président Bush déclara: "Le Hamas est un groupe terroriste; il est sur une liste terroriste pour une bonne raison". [3] D'un autre côté, il s'est mordu la langue et n'a pas prononcé un mot du critique du fait que Abbas ne veut pas non plus ni désarmer les ennemis islamistes d'Israël, ni même les combattre, mais plutôt les faire participer au travail de son gouvernement. Désormais aussi, la Secrétaire d'Etat des USA a commencé de faire sienne la réinterprétation d'Ahmed Qoreï du plan de retrait de Gaza: "La prochaine étape de la Feuille de Route doit suivre le retrait de Gaza", pressa-t-elle son partenaire de négociation, Ariel Sharon, en juillet 2005. Sharon cependant, rejeta cette demande, déclarant qu'Israël reviendrait seulement à la Feuille de route après que l'infrastructure du terrorisme islamiste aurait été démantelée. [32]

Quelles conclusions peut-on tirer de cette revue de la diplomatie de la Feuille de Route? En bonne règle, tous ceux impliqués partent de l'hypothèse que les USA sont l'allié d'Israël, alors que les Européens soutiennent les Palestiniens. Même si des tensions entre les USA et Israël se sont élevées dans les derniers mois, cette évaluation demeure profondément vraie en ce qui concerne les USA. Mais les Européens se sont-ils dressés pour les intérêts des "Palestiniens" en tant que tels?

L'histoire de la Feuille de Route raconte une autre histoire: jusqu'à présent, l'Union Européenne a mis en priorité le soutien non pas aux "Palestiniens" comme tels, mais aux opposants militant contre Israël parmi eux. Bien sûr, se elle veut agir ainsi, l'UE, en tant que plus gros fournisseur de fonds aux Palestiniens, pourrait utiliser son influence pour renforcer le camp des éléments anti-terroristes du camp palestinien. Mais l'Allemagne et l'UE n'étaient pas et ne sont évidemment pas intéressés à le faire:

Aucun membre du gouvernement allemand ou d'un autre gouvernement européen n'a critiqué les conséquences désastreuses de la deuxième intifada aussi ostensiblement que Mahmoud Abbas. En octobre 2002, quand il était le Secrétaire Général exécutif de l'OLP, Mahmoud Abbas a déclaré: "Ce qui arrivé dans les deux années passées, comme nous le voyons aujourd'hui, est la destruction complète de tout ce que nous avons construit [selon Oslo], et de ce que nous avons construit avant ... La militarisation de l'intifada était une totale erreur". [33]

Selon les résultats d'une enquête publiée au début juillet 2003, quelques 56 % des Palestiniens étaient favorables au plan de paix de la Feuille de Route. Mais au lieu de renforcer Abbas, l'Allemagne et l'UE ont continué de soutenir l'opposant au plan, Yasser Arafat.

Selon une enquête conduite après le sommet de Sharm el Cheikh de février 2005, "quelques 70 % des Palestiniens étaient préoccupés par la diffusion d'armes dans la société palestinienne et voulaient une autorité centrale qui pourrait maintenir la loi et l'ordre". [35] Cette réaction était aussi dirigée indirectement contre le Hamas, qui avait non seulement refusé de déposer ses armes, mais s'organisait pour recruter une forte armée de guérilla de plusieurs milliers d'hommes, et stocker des roquettes Qassam à Gaza. [36] Malgré cela, en juin 2005, l'Union Européenne éleva le Hamas au statut de partenaire de négociation sans poser aucune pré-conditions d'aucune sorte. [37]

L'avertissement de l'ancien envoyé spécial des USA au Moyen-Orient, Dennis Ross - "Si vous

traitez avec eux, je pense que vous sapez l'Autorité Palestinienne" - tomba dans des oreilles de sourds. [38] Depuis lors, le dialogue entre les gouvernements européens et des islamistes n'a pas seulement été conduit à des niveaux inférieurs. En juillet 2005, la direction du Hamas a fièrement révélé qu'un représentant de haut rang du gouvernement allemand avait eu des pourparlers avec eux à la fois à Ramallah et à Gaza. [39]

Pour sa première visite en Europe comme secrétaire d'Etat en février 2005, Condoleezza Rice ne manqua aucune opportunité d'appeler l'Union Européenne à désigner le Hezbollah comme organisation terroriste. Son appel reçut le soutien non seulement des Israéliens, mais aussi de l'Autorité palestinienne. Le degré d'influence du Hezbollah sur les Palestiniens a atteint un tel point que, selon le 'Jerusalem Post', "même la direction de l'AP sonne l'alarme et supplie le monde de l'aider à les empêcher de jeter de l'huile sur le feu qu'elle essaie d'éteindre".[40] Mais en vain. Ce même mois, l'UE décida qu'elle épargnerait le Hezbollah et ne le placerait pas sur la liste terroriste - tout en sachant parfaitement que cette organisation a pointé des milliers de roquettes en direction d'Israël, défend la destruction d'Israël et est un parrain du terrorisme palestinien.

La liste ci-dessus montre que l'Allemagne et l'UE ne sont pas vraiment du côté des "Palestiniens" ou du gouvernement d'Abbas. Au lieu de cela, le conflit transatlantique alimente aussi les divisions à l'intérieur de la société palestinienne entre les forces soutenues par les USA autour d'Abbas, qui, bien que de mauvais coeur, recherchent un arrangement avec Israël, et les forces islamistes courtisées par l'UE, même si elles ont pour but la destruction d'Israël. Quelles motivations peuvent conduire les Européens, et en particulier Joschka Fisher, et le gouvernement "Rouge-Vert" qu'il représente, à poursuivre cette politique?

La politique allemande au Moyen-Orient

Certains indices sont apportés par le rapport du programme "Cadre pour une politique allemande au Moyen-Orient", qui a été rédigé conjointement par des experts du Moyen-Orient venant des partis Chrétien-Démocrate, Social-Démocrate, et Verts, et publié en août 2001. [41] Ce n'est pas par hasard que ce document est le produit d'un effort non partisan: la CDU a toujours soutenu et jamais critiqué la diplomatie de la Feuille de route de la coalition "Rouge-Vert".

Pour commencer, le document de la position allemande tient pour assuré qu'il existe une relation spéciale entre les Allemands et les Palestiniens: "Soutenir la création d'un Etat palestinien est une priorité. L'assistance financière que l'Autorité Palestinienne reçoit soit directement ou indirectement de l'Allemagne dépasse celle apportée par tout autre Etat. Ce soutien est une décision réfléchie et correcte de la politique allemande, et l'Allemagne ne devrait pas réduire son rôle de sage-femme et de parrain du futur Etat palestinien".

Parrain des Palestiniens? Pourquoi les Palestiniens devraient-ils parmi tous les peuples se destiner à un tel rôle? Est-ce parce qu'ils doivent faire du bien aux Palestiniens le mal qu'ils ont fait autrefois aux juifs? Et pourquoi un pays veut-il être le parrain précisément des *Palestiniens* ? Est-ce parce qu'on s'imagine, comme les Palestiniens, qu'on sait ce que signifie "faire l'objet de mauvais usage" par des Juifs? Dans la psyché allemande contemporaine, le Moyen-Orient représente un champ de mines. Même seulement dans le subconscient, des modèles de défense, de projection et de transfert exercent clairement une influence sur le discours allemand au sujet du conflit israélo-palestinien et bien sûr sur la politique allemande.

Qu'arrive-t-il à la "priorité à la Palestine", cependant, quand le terrorisme islamiste bloque sans cesse la voie à un Etat palestinien? Le document du "cadre" allemand se prépare à une telle éventualité: "L'Allemagne doit dire clairement qu'elle reconnaît le caractère de la prédominance arabe du Proche et du Moyen-Orient, et qu'elle ne rend pas sa relation avec le monde arabe dépendante du succès du processus de paix". La hiérarchie est sans ambiguïté: des relations avec le monde arabe ne sont pas subordonnées aux succès des efforts pour parvenir à la paix au Moyen-Orient. Plutôt le processus de paix et la question de la sécurité d'Israël qui lui est liée sont subordonnés à la préservation des bonnes relations de l'Allemagne avec les régimes arabes. Ces derniers, cependant, ont leurs propres raisons domestiques à être intéressés à la poursuite du conflit entre les Palestiniens et Israël. "Priorité à la Palestine" et - la plus grande "priorité au monde arabe":

ces deux priorités déclarées du document "cadre" semblent avoir eu une influence décisive sur la diplomatie allemande de la Feuille de Route.

Ce choix d'alliances est, de plus, lié à des considérations économiques. L'Arabie saoudite, par exemple, ne finance pas seulement environ 60 % du budget du Hamas - c'est aussi le plus important partenaire de commerce de l'Allemagne dans la région. L'Iran n'est pas seulement le fondateur et le financier du Hezbollah et du jihad islamique - il est aussi un Eldorado d'exportation pour les affaires allemandes. Aujourd'hui, l'Iran importe plus de biens d'Allemagne que de tout autre pays. Comme le '*Frankfurter Allgemeine Zeitung*' le rapporte: "En 2004 les exportations allemandes vers l'Iran ont augmenté de 33 % à 3,57 milliards d'Euros. Depuis 2000, les exportations allemandes vers l'Iran ont plus que doublé".[42]

Bien sûr, il est vrai que l'Allemagne aurait pu aussi avoir étendu et renforcé ses relations avec le monde arabe en agissant comme partenaire influent des Etats unis. Le logique de la politique étrangère allemande sous la coalition "rouge-verte" est cependant, entrée en concurrence obligatoire avec les USA pour l'influence et le prestige.

Alliance contre l'Amérique

Déjà en 1998, le directeur de l'Institut allemand des études du Moyen-orient [Orient-Institut], Udo Steinbach, s'extasia qu'à la lumière de l'énorme "sympathie" dont l'Allemagne "jouit traditionnellement dans toute la région", la République Fédérale soit "largement considérée au Moyen-Orient comme une future grande puissance" qui pourrait "représenter un contrepoids à l'exercice de puissance américaine trop dominatrice". [43] La "sympathie traditionnelle" en question comprend notamment l'admiration encore largement présente du National Socialisme. Les attaques du 11 septembre et la guerre en Irak semblent avoir seulement renforcé les ambitions allemandes d'apparaître comme le plus important challenger de la puissance américaine dans la monde arabe / islamique. A cette fin, la poursuite des alliances avec les forces islamistes a été ouvertement défendue.

Une telle orientation politique était, par exemple, recommandée dans un article de discussion préparé pour une conférence sur le Moyen-orient de janvier 2002, organisée par l'influente fondation Bertelsmann. Les participants à la conférence comprenaient Joschka Fisher et Javier Solana, ainsi que qu'un représentant de la présidence de l'UE et de envoyés au Moyen-Orient de l'ONU et de Russie. Selon le document Bertelsmann, "l'UE ne devrait pas perdre son temps dans une recherche futile d'une définition internationalement acceptée du terrorisme". Cela est spécialement important en ce qui concerne la "région Méditerranée, où les frontières entre les terroristes, les combattants de la résistance, et les groupes d'opposition sont brouillés dans le discours public". Mais une 'allusion au "discours public sur la région Méditerranée" n'est-elle pas précisément ici un prétexte bien fragile pour pouvoir brouiller les limites entre des terroristes et des groupes d'opposition également dans le contexte politique européen, et notamment dans la prise en charge de groupes comme le Hamas? Quelles est l'alternative à rechercher une définition du terrorisme que l'étude Bertelsmann propose? "A la place, les acteurs de l'UE devraient défendre le mouvement islamiste contre une conduite de la guerre au terrorisme beaucoup trop indifférenciée par les Américains, et l'intégrer dans le dialogue européen des cultures".[44] Le gouvernement "rouge-vert" a à l'évidence fait siennes ces recommandations: il semble vouloir coopérer avec des islamistes, au lieu de les isoler. A cet égard, la considération qu'il a démontré pour Arafat et le Hamas a donné un signal au monde arabe / islamique. Mais ce signal n'est-il pas équivalent à l'encouragement du jihad contre Israël? Pourquoi le monde arabe devrait-il tenir compte des appels des Américains à ostraciser le Hamas ou d'autres groupes islamistes terroristes si même l'Allemagne et l'UE refusent de le faire?

Derrière l'acceptation tactique des attentats à la bombe, il pourrait bien exister un objectif bien plus ambitieux. Pourquoi les USA se sont-ils sentis obligés d'accepter un plus grand rôle de l'Europe dans le processus du Moyen-Orient? "La plus importante source de pression est l'évolution de la situation et son potentiel d'escalade", répond Fisher. [45] Précisément! Ainsi, de la même manière

que les attaques terroristes majeures en Irak ont obligé les USA à faire participer l'ONU et l'UE dans leurs plans pour une plus grande mesure qu'auparavant, de même le terrorisme du Hamas pave la voie aux débuts germano-européens au Moyen-Orient avec la Feuille de route.

"Puissent des pays avec des aspirations à la puissance politique avoir peut-être un intérêt à voir dans le succès [des USA dans le combat contre le terrorisme] n'être ni triomphalistes, ni même équivoques?" a demandé le rédacteur des affaires étrangères du '*Frankfurter Allgemeine Zeitung*' avec une feinte innocence. Il a ainsi mis le doigt sur un point décisif: chaque succès de la politique étrangère américaine représente un coup pour la stature relative de l'UE. [46] Moins les Américains ont de succès, plus il y a d'opportunité pour l'Allemagne et l'UE de se mettre en avant comme alternative aux USA et ainsi de profiter de ses échecs.

L'affrontement transatlantique au sujet de la Feuille de Route illustre parfaitement les tendances contradictoires dans la lutte contre le terrorisme islamiste en général. Alors qu'Israël et les USA combattent les mouvements radicaux islamistes de leur mieux, l'Allemagne et les puissances de l'UE continuent de chercher à se faire bien voir par ces radicaux.

"Voyez ce que nous Européens avons accompli au Moyen-Orient" se vanta Joschka Fisher auprès de journalistes du '*Zeit*' le 8 mai 2003.

Dans le même entretien, Fisher donna sa réponse à la question de ce que la contribution spécifique européenne au nouvel ordre mondial pourrait être: "la différence se situe entre une approche coopérative ou une confrontation à l'égard de l'arc de crise arabo-islamique".

En traçant cette distinction, Fisher en obscurcit une plus essentielle: la différence entre ces forces arabo-islamiques qui reconnaissent Israël comme un Etat juif et ceux qui souhaitent le détruire. Voilà la vraie ligne de partage. "L'approche coopérative" vers les Musulmans qui souhaitent aujourd'hui prendre leurs distances de la judéophobie islamiste nécessite une "approche de confrontation" à l'égard du Hamas et du Hezbollah.

L'UE utilisera-t-elle l'occasion du désengagement d'Israël de la bande de Gaza pour montrer qu'elle a appris quelque chose du fiasco de sa politique de la Feuille de Route? Jusqu'à présent, son "l'approche coopérative" a seulement bénéficié à ces forces dont l'objectif est la destruction d'Israël: à Téhéran, à Gaza et à Beyrouth. Aujourd'hui, l'Europe est de nouveau confrontée à un choix: soit elle commence à combattre les islamistes radicaux et à soutenir leurs opposants dans le monde arabe. Ou bien elle donne le monde aux antisémites d'un signe d'approbation tacite, dans la mesure où elle accepte ou encourage le jihad contre Israël. Il n'y a pas de troisième voie.

Matthias Küntzel est un spécialiste de Sciences Politiques habitant Hambourg, et Chercheur associé au Centre International Vidal Sassoon pour l'Etude l'Antisémitisme [SICSA en anglais] à l'Université Hébraïque de Jérusalem. Son dernier livre, ***Djihad und Judenhass; Über den neuen antijüdischen Krieg*** (jihad et haine des Juifs: sur la nouvelle guerre antijuive) a été publié en 2002 par "Ca Ira Verlag. La plupart de ses écrits sont disponibles en Anglais, Français, et allemand sur son site: <http://www.matthiaskuentzel.de/>.

Translated from the German by Transatlantic Intelligence

Adaptation de l'anglais en français de Simon Pilczer.

NOTES

[1] Matthias Geyer, „Auf dem Weg ins Irgendwo“, *Der Spiegel*, August 22, 2005.

[2] „Europa ist eine echte Macht“, Interview with Joschka Fischer, *Die Zeit*, May 8, 2003

[3] The statement is reproduced at <http://www.whitehouse.gov/.../20020404-1.html>.

[4] „Bundesaussenminister legt ‚Ideenpapier‘ für Frieden im Nahen Osten vor“, Federal Press Office [Bundespresseamt], April 9, 2002; and the rubric „Deutsche Nahostpolitik“ [circa March 2003] on the website of the German Foreign Office (www.auswaertiges-amt.de).

[5] The Hamas Charter is consultable at <http://www.palestinecenter.org/.../charter.html>.

[6] *Tagezeitung (taz)*, April 10, 2002.

[7] „Israel darf keine Schwäche zeigen“, Interview with Joschka Fischer, *Die Zeit*, April 12, 2002.

- [8] „Die Nahost-Krise wird ihre Lösung erzwingen - oder eskalieren“, Interview with Joschka Fischer, Frankfurter Rundschau, April 20, 2002
- [9] Archiv der Gegenwart, November 9, 2000, p.44580.
- [10] „Danke, Danke, Danke“, Frankfurter Allgemeine Zeitung, February 18, 2002
- [11] Interview with Joschka Fischer, "The Newshour with Jim Lehrer", PBS, April 30, 2002. (Consultable at <http://www.pbs.org/.../jan-june02/fischer.html>.)
- [12] "Bush to Set Out Broad Approach on Mideast in the Very Near Future, Powell Says", New York Times, June 25, 2002.
- [13] President Bush's speech is reproduced at <http://www.whitehouse.gov/.../20020624-3.html>.
- [14] „Fischer rückt von Arafat ab“, Frankfurter Allgemeine Zeitung, Juli 11, 2002. The Foreign Minister's four-page "Non-Paper" remains unpublished. The website of the German Foreign Ministry summarizes its contents as follows: "A first operationalization of the Bush statement took place by way of the German initiative of July 2002, which for the first time tried further to concretize the three year period (2002-2005) set by U.S. President Bush. The basic ideas of the German suggestion are as follows: the appointment of a Palestinian prime minister; a plan in three stages, accompanied by progress on security matters and consisting of a democratisation of Palestinian institutions, including elections, a provisional Palestinian state, and a final status agreement; the appointment of an international representative with the authority to realize this reform program."
- [15] „Staat für Palästinenser in drei Jahren“, Frankfurter Allgemeine Zeitung, July 18, 2002; „Arafats Lohn“, Die Zeit, July 18, 2002.
- [16] See Eli Kazhdan, David Keyes, "The Inevitable Disintegration of the Hudna", Jerusalem Center for Public Affairs, Jerusalem Issue Brief, Vol. 3, No. 5, 26. August 2003. The details of the road map are documented at <http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2003/20062.htm>.
- [17] „Arafat hält sich nicht an den Friedensplan“, Frankfurter Allgemeine Zeitung, May 3, 2003.
- [18] "Under Pressure from France, E.U. decides against Hamas ban", JTA News Service, July 6, 2003.
- [19] "Fischer fordert Ende der Gewalt", Frankfurter Allgemeine Zeitung, June 25, 2003.
- [20] "A Sense of Harmony Felt Within Diplomatic Circles", New York Times, June 27, 2003.
- [21] "Middle East to dominate ministers meeting", EUobserver.com, September 6, 2003.
- [22] "EU places political wing of Hamas on terrorist blacklist", EUobserver.com, September 7, 2003. The implementation of the decision, moreover, was postponed to a later date. On the question of the Hamas affiliates, then French foreign minister Dominique de Villepin declared "that enforcement of an assets freeze or a ban on suspected Hamas offshoots would be a 'voluntary' decision for individual EU countries." See "EU recognises Hamas as Terror Organization", Jerusalem Post, September 6, 2003.
- [23] "A Trans-atlantic role reversal on the Mideast", International Herald Tribune, September 24, 2003.
- [24] "U.S. folds up 'road map', blaming the Palestinians", JTA News Service, January 28, 2004; "Mediators appeal to Israel and Palestinians to save peace plan", International Herald Tribune, September 27, 2003.
- [25] The full text of Sharon's speech is published in the Jerusalem Post of December 18, 2003.
- [26] „Bush: Bye-bye, roadmap“, Die Tageszeitung (taz), April 16, 2004.
- [27] "Bush backing for Sharon initiative worries European 'Quartet' partners", JTA News Service, April 18, 2004.
- [28] "Gaza Pullout Is Endorsed, With Proviso, by Envoys", New York Times, May 5, 2004.
- [29] „Palästinensisches Werben um die ‚Road Map‘“, Neue Zürcher Zeitung, April 3, 2004.
- [30] "EU excluded from plans for Mideast peace talks", International Herald Tribune, July 22, 2004; "In Talks, U.N. Nuclear Chief Says, Israel Turns Focus on Iran", New York Times, July 8, 2004.
- [31] "Bush Praises Palestinian; Tells Israel of Its Duties", New York Times, May 27, 2005.
- [32] Cf. JTA News Service, July 22, 2005.
- [33] „Friedensaufruf eines Fatah-Führers. Vernichtende Intifada-Bilanz von Abu Mazin“, Neue Zürcher Zeitung, November 28, 2002; Yael Yehoshua, "Abu Mazen: A Political Profile, Special Report Nr. 15", Middle East Media Research Institute (MEMRI), April 29, 2003.

- [34] "Skepticism Lives on Scarred Jerusalem Street", *New York Times*, July 2, 2003.
- [35] " Hamas' role is diversifying as parliamentary elections draw near", *JTA News Service*, April 18, 2005.
- [36] " Hamas gathers several thousand Gaza fighters and arsenal of Kassams", *Jerusalem Post*, June 27, 2005.
- [37] „EU-Diplomaten dürfen Kontakt zur radikalen Hamas aufnehmen“, *Die Welt*, June 17, 2005.
- [38] "Bush Praises Palestinian", *New York Times*, May 27, 2005; "Ross criticises E.U. on Hamas", *JTA News Service*, July 5, 2005.
- [39] " Hamas: We met with senior German official", *Jerusalem Post*, June 19, 2005.
- [40] "Europe and Hizbullah", *Jerusalem Post*, February 14, 2005.
- [41] Hermann Gröhe (CDU), Christoph Moosbauer (SPD), Volker Perthes (Stiftung Wissenschaft und Politik), Christian Sterzing (Bündnis 90/Die Grünen), „Ausgewogen, nicht neutral. Eckpunkte einer deutschen Nahost-Politik“, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, August 21, 2001.
- [42] „Iran-Sanktionen bedrohen lebhaftes Geschäft“, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, August 11, 2005. Michael Laker, „Flexibel die Marktposition verteidigen“, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, August 11, 2003; „Gute Geschäfte in Arabien“, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, October 7, 2002. On the Saudi share of Hamas funding, see Kazhdan and Keyes, *op. cit.*, p. 4.
- [43] Udo Steinbach, „Der Nahe Osten in der deutschen Außenpolitik“, in *Aus Politik und Zeitgeschichte* 12/1998, p. 25ff
- [44] Felix Neugart, "Europe, the Mediterranean and the Middle East", Discussion Paper presented by the Bertelsmann Group for Policy Research, Center for Applied Policy Research, to the VII. Kronberg Talks, January 17-19, 2002, p.15.
- [45] „Die Nahost-Krise wird ihre Lösung erzwingen - oder eskalieren“, Interview with Joschka Fischer in the *Frankfurter Rundschau*, April 20, 2002.
- [46] Klaus-Dieter Frankenberger, „Im Strom der Weltpolitik“, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, Oktober 19, 2001.
-

MATTHIAS KÜNTZEL

"Transatlantic intellgencer",

<http://www.trans-int.com/quarterly/>

- Source : www.desinfos.com - La revue des infos